



HAL
open science

Colonisation et décolonisation

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Colonisation et décolonisation. DEUG. Khâgne du lycée Louis le Grand, France. 2012, pp.36. cel-01476356

HAL Id: cel-01476356

<https://hal.science/cel-01476356>

Submitted on 8 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

MISE AU POINT / COLONISATION - DECOLONISATION

PAR DOMINIQUE LE JEUNE, PROF. DR. DR.

I. LES DERNIÈRES ANNÉES DES EMPIRES COLONIAUX

1°) Les prémices d'une ère nouvelle dans le domaine colonial

a) Le décalage démographique

□ les métropoles ont accompli leur rév. démo. :

baisse mortalité, puis natalité
excédent naturel devenu faible

□ outre-mer :

- une évolution très sensible
- Institut Pasteur et hôpitaux accomplissent une **œuvre considérable** : victoire / affections endémiques, choléra, variole, peste, lèpre et malaria (cependant progrès de certaines maladies, c. tuberculose) et l'alcoolisme

□ les résultats :

- taux naissance toujours élevé + progrès médecine et hygiène ⇒ excédent naturel augmenté (ex. : 0,5 % en 1921-1926 en Algérie, 2,2 % en 1931-1936 !).
- la natalité est encouragée par le colonisateur : mot d'ordre de "faire du noir" (*sic*) dans l'entre-deux-guerres (peur de la faible densité)
- pop. musulmane d'Alg. : 4,9 millions d'habitants en 1925, 6,2 millions d'habitants en 1936
- pop. musulmane de Tunisie : 1,8 millions d'habitants en 1921, 2,3 millions d'habitants en 1936
- pop. Madagascar : 3,3 millions d'habitants en 1913, > 4 millions d'habitants en 1941
- Ds années 30, empire colo. fr. s'accroît de 6 millions d'habitants (de 64 M à 70 M)

□ de + progrès rapide urbanisation :

- bidonvilles, etc.
- Comp. : en 1939, Inde compte autant de citadins que le Royaume-Uni (33 M)
- soc. urb. + rebelles à la colo. que les soc. rurales tradit.

□ Le cas français :

- ⇒ 69 millions d'habitants en 1936
- causes : paix int., dév. éco. années 20, lutte X maladie, etc. La natalité reste très forte, alors que la mortalité est en recul (une réolut. démographique). excédent naturel augmenté (ex. : 0,5 % en 1921-1926 en Algérie, 2,2 % en 1931-1936 !).
- pop. afflue dans villes (⇒ bidonvilles, etc.). Les + imp. : Casablanca, Tananarive, Alger, Dakar

- ~~territ. les = peuplés~~ : Indochine (23 millions d'habitants en 1936), Maghreb (16), AOF (14,7), Mad. (3,7), AEF (3,4)

- ~~ce n'est toujours pas un empire de peuplement~~ :

* nbre faible d'Europ., et en faible accroissement

* cause essentielle : un empire colo. bâti au moment affaiblissement de la croissance démogr. métrop.

* en Indochine, par ex., 42 000 Européens en 1936, seulement, dont 10 000 métis, 10 000 militaires et 4 000 fonctionnaires

* en Alg. même (où peuplement europ. est le + imp.), l'immigration d'origine métropolit. se ralentit et si la pop. europ. passe de 700 000 à 960 000 hab. (sur 7,2 M hab.), c'est surtout grâce à l'accroissement naturel

* Tunisie : de 150 000 à 213 000 Europ. (dont beaucoup d'Italiens)

* Maroc : seul cas de très net accroissement (mais très particulier) :

29 000 en 1913, 78 000 en 1921, 236 000 en 1936, 295 000 en 1947

Bcp d'Espagnols

Fascination exercée par Maroc / imaginations françaises

* reste de l'empire : de 80 000 à 110 000 environ ⇒ énorme poids du Maghreb

b) L'exploitation coloniale

□ ~~depuis longtemps éco. pays colonisés orientée vers satisfact. des besoins des métropoles :~~

- ex. : coton & thé Inde, phosphates Maroc, cuivre Congo belge, caoutchouc Indochine

- conséquences : sensibilité aux prix mondiaux, dépendance éco.

□ en échange de leurs mat. 1ères, ces pays absorbent des produits fabriqués europ. ⇒ métropoles freinent leur industrialisation (seule exception de fait : Inde)

□ années 20 voient une expansion éco. dans empires colo.

□ équipement des colo. peu fait par métropoles

Ex. : loi fr. 1900 : métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste est financé sur place par l'impôt

□ la récession années 30 aggrave cette dépendance :

- baisse des cours mondiaux des mat. 1ères

- repli métropoles / empires

Ex. fr. : 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 !

Mais progrès commerce Jap. et dominions aux dépens GB

- grdes soc. se taillent la part du lion (par ex., SG Belgique au Congo, Paribas et Rothschild au Maroc)

□ progrès des cult. de plantation au détriment des cult. vivr.

⇒ extension malnutrition parmi une paysannerie misérable qui, de +, voit partout reculer les vieux droits communautaires

□ ⇒ les métropoles ont "installé" les conditions d'une dépendance post-colo.

c) La bonne conscience coloniale

□ pas de remise en cause du bien-fondé domination :

- la colo. est légitime

Lire Albert Sarraut dans Scodel 1ère p.257

+ notion de "trésor commun de l'humanité"

- mission civilisatrice et humanitaire (cf. Kipling, titre d'A.Sarraut en 1931 : *Grandeur et Servitude colo.*, ou **Lyautey 1931 : "Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert"**)

- la colo. unifie les nations

Lire Albert Sarraut dans Scodel 1ère p.257

- 1ère GM a accru la justification de la colo.

Lire Albert Sarraut dans Scodel 1ère p.257

- les voix anticol. sont très minoritaires (cf. PCF & A.Gide, *Voyage au Congo*, 1926)

- → notion de "fait colonial", insistance sur la mise en valeur

□ les aspirations nationales sont d'ailleurs niées :

- nbreuses formules montrent aveuglement :

* Haut Commissaire brit. en Égypte 1933 : "la bonne administration est leur seul désir et leur seul intérêt"

* A.Sarraut 1931 : "Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent ont peur de l'indépendance."

- mépris évident pour les chefs nationalistes :

Cf. Churchill / Gandhi : "fakir à 1/2 nu" !

- idée de l' "évidence" de l' "anarchie" que serait l'indép. :

Cf. Alain, philo. radical qui prédit, en cas d'abandon "que la simple et aveugle coutume établira partout, si nous laissons faire, un régime de crasse, de négligence et de fanatisme, sans compter la force nue, qui passera comme le cyclone."

□ conséquences :

- exaltation auprès d'un large public de l'exotisme colo. :

Littérature (ex. : Joseph Peyré, *L'Escadron blanc*, 1931), BD (cf. Hergé, *Tintin au Congo*, 1931 : dans l'édition originale, T. fait une leçon de géo. / Belgique, remplacée par du calcul en 1947 !), chanson (*Mon légionnaire*), cinéma (*Les Lanciers du Bengale*, Julien Duvivier, *La Bandera*, 1935, Jacques Feyder, *Le Grand Jeu*, 1931), expo. (cf. Exposition colo. Paris 1931), roman policier (cf. Agatha Christie)

- ignorance intell. vis-à-vis des grdes civil.

- facilité tourisme à longue distance multiplie touristes véhiculant clichés ci-dessus

d) La remise en question du colonialisme

□ expression d'une élite sociale et intell. la plupart du temps (exceptions : Ho Chi Minh, Giap, etc.)

⇒ une intelligentsia de fils de notables, de bourgeois, de chefs de tribu, mais aussi ingénieurs

(Soekarno), avocats (Bourguiba), pharmaciens (Ferhat Abbas)

□ emprunte souvent à des modèles extérieurs ⇒ synchronisme de 1919

□ hétérogénéité :

- critique ou non de la soc. indig.

- volonté ou non de modernisation intell. et éco.

- rivalités internes éventuelles (tribales comme au PO, idéologiques, etc.)

□ les sources idéologiques :

- victoire jap. 1905 ⇒ asiatisme

- 1^{ère} GM (rivalités europ., nécessité de l'aide des colo., etc.)

- rév. 1917 et partis comm. des métropoles

□ le wilsonisme :

- cf le pt 5 des 14 points : effort pour préserver les intérêts des pop. colonisées (fort vague...)

- suscite bien des espoirs : principe de *self-determination* immédiatement connu et salué

- mais à la conf. de la Paix : négligence totale du mouvement d'éveil des peuples colo., accéléré par la guerre (revendicat. territ. des alliés l'emportent sur le w.)

- Cf. les très nbreux messages apportés à la Conférence de la paix (*Lire ex. dans Scodel 1^{ère}, p.258*)

- seule concession : syst. des mandats

- au moment, certains Jeunes Alg. se prononcent pour une politique d'assimilation (cap. Khaled, surtout, voir + loin)

□ la SDN & les mandats :

- syst. du mandat est un compromis (évidemment considéré par les bénéficiaires comme un expédient hypocrite), un état se faisant le représentant de la SDN

- 3 types de "mandats" (distinction générale) :

* A : territ. promis à une proch. indép. (Syrie, Liban, etc.)

* B : territ. promis à une indép. lointaine (Afrique)

* C : territ. annexable (Océanie)

- dans ts cas : rapport annuel et une Commission des mandats (qui ne ménage guère la France, luttant X politique d'assimilation et contre l'administration du Togo à partir du Dahomey voisin)

- indép. Arabie et Égypte (voir + loin) ⇒ arabisme

□ thèmes principaux :

- "occidentaux" : Nation, *self-government*, Constitution (cf. le "Destour" tunisien, comme le le "Wafd" égyptien) ⇒ revendication de l'héritage de 89

- "indigènes" :

* fidélité à la religion tradit., à la tradit. culturelle

* négritude et panafricanisme :

Nigérien Blyden avant 1ère Guerre mondiale

Congrès panafricains de Paris 1919, Londres 1921 & 1923, New York 1927

liens avec Noirs US, expansion du jazz

Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor

mouvement de retour des Noirs US en Afrique, incarné par Jamaïcain Garvey

Essoufflement : c'est surtout à la suite 2e Guerre mondiale que panafricanisme retrouvera

dynamisme

* thème amplifié par expansion Islam fin XIXe s. >>> en Afrique, par les sectes islamiques réformatrices

* grde importance de la presse (cf. journaux ég. comme *Al Ahrām*, au Caire, = "les pyramides")

* ce thème peut s'opposer au précédent (ex. les *Ulemas* alg. X Jeunes Algériens)

* grde imp. débat passéisme X modernisme

- marxistes

* grde vogue immédiatement après 1ère GM

□ dès les premières réunions, la IIIe Internat. (ou Int. comm.) se prononce pour l'indép., car voit dans colo. un potentiel révolutionnaire : une stratégie à lg terme, destinée à tuer le monde capitaliste avancé

□ IC approuve en juill. 1920 les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine et fixe tactique de l'opp. au mov. bourgeois démocratique nationaliste, même s'il demande l'indép. politique

□ imp. Congrès des Peuples opprimés Bakou 1920

Lire déclaration Zinoviev in Scodel 1ère, p. 258

□ mais problèmes à cause stalinisme URSS (cf. élimination Sultan Galiev)

* stratégie Internationale 1925 >>> :

considérable atténuation de l'anticolo.

□ & en 1935 : changement de tactique, l'adv. principal devenant le fascisme

Cf. M. Thorez 1937 parlant du "droit à l'indépendance", mais ajoutant :

"l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colo. avec notre peuple."

□ nouvelle volte-face avec le pacte germano-sov.

□ mais la plupart des mouvements nationalistes ne souhaitent pas rompre totalement les liens avec la métropole :

- bcp rêvent d'une "intégration" (cf. F. Abbas)

- or, maladresse intransigeante de la métro. ⇒ mise en prison (causes générales vues + haut + groupes de pression) de la plupart des dirigeants nationalistes

- une évolution aurait évité coûteuses et inutiles guerres colo. 1945 >>>

2°) Sur la politique coloniale française

L'apogée de l'idée colo. se situe non pas en 1931, mais après la Libération

a) La France et les Français face aux colonies dans l'entre-deux-guerres

□ Indifférence et méfiance

□ attitude générale (inchangée), expliquant que Français, malgré condit. éco. précaires (celles des années 30), n'émigrent que peu vers leurs possessions (même les plus proches)

□ le parti colonial :

- Ligue maritime et coloniale 1921 :

* publie *Mer et Colonies*

* prétend avoir 700 000 adhérents, en a entre 20 000 et 30 000 !

- des hommes politiques, des groupes éco. envisagent sans sourciller :

* de céder des colonies, ou d'en échanger (lâcher les colo. d'Amérique et/ou d'Asie, obtenir les enclaves britanniques en AOF, vendre des colonies aux États-Unis, etc.), ce à quoi d'autres s'opposent (Herriot : "Les colonies sont les filles de la France, une mère ne vend pas ses enfants.")

* **d'associer l'All. à l'œuvre colo.** (l' "Eurafrique")

□ métropole très mal renseignée sur ses colonies, malgré :

- un assez grd nbre de publications, indiv., ou collectives. Ex. : *Histoire de la colonisation française* de Hanotaux & Martineau (1929-1933)

- grande presse publie de grds reportages, c. ceux d'Albert Londres

- le cinéma (mais 5 % de la prod. fr. seulement), cf. *L'Atlantide*, *La Bandera*, *Pépé le Moko*, *Un de la Légion...* N.B. : les rôles d'Arabes sont presque toujours tenus par des Européens (cf. l'inspecteur Slimane de *Pépé le Moko*)

- un effort de propagande officielle

* **pour "la plus grande France", les "100 millions de Français"...**

* célébration solennelle du Centenaire de l'Alg. fr. en 1930

* une transf. des programmes de l'enseignement. La "formation de l'empire colo. fr." apparaît dans classes d'histoire du 2^{re} en 1925, introduction (tardive) d'une copieuse géographie colo. fr. dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937)

□ seule la certitude d'un traitement + élevé y attire qq militaires et fonctionnaires, toujours soucieux de revenir au + vite en métropole !

□ exceptions (rares) : amoureux du Sahara, passionnés d'aventure, etc.

□ Nuances

□ intérêt passionné d'un très large public pour les grdes randonnées automobiles : Croisières noire (1925) et jaune (1933)

□ place accrue du monde colo. dans presse et progr. scol.

□ dév. de la "litt. colo."

- milieux catholiques connaissent importance de la communauté catholique, indigène, d'Indochine (2 M / 23 en 1939, soit un % considérable)
- réel impact célébration solennelle du Centenaire de l'Alg. fr. en 1930
- réel impact Expo. colo. de 1931 à Paris (Vincennes) :
 - avait été précédée de celles de Marseille (1906 et 1923)
 - org. par Lyautey
 - grd nbre de visiteurs (35 M !)
 - contribue à créer une + vive curiosité pour l'Empire, mais le phénomène a été passager : n'a pas atteint les mentalités en profondeur. De +, s'est tenue à un mauvais moment (la crise éco.)
- groupes de pression étudiés + haut se renforcent, sf les Soc. de Géo.
- naissance du Redressement français et de la Ligue maritime et coloniale
- avec la montée des périls ext. se fait jour l'idée que seul l'Empire permettrait d'équilibrer le dynamisme des États fascistes (et d'ailleurs les pacifistes se ft anticolo.)
- importance des lieux communs colo. dans la rhétorique politique : les "provinces d'outre-mer", "la Méditerranée traverse la France comme la Seine travers Paris", etc.
- en fait, c'est après la Libération, et non en 1931, c. il est accoutumé de le dire, que se situe en Fr. l'apogée de l'idée colo.
- La légitimité du lien colonial
- guère remise en cause dans la grde opinion publique :
 - Méfais de la colo. sont vus c. le fait d'hommes ou de gouv. particuliers, la colo. n'est pas un mal en soi
- cf. sondages :
 - en fév. 1939, 53 % des Français estiment que "l'Empire, c'est la France" (43 % d'avis contraires)
 - en sept. 1945, 63 % des Fr. croient que l'Indo. est et restera française (contre = 12 % !)
 - en 1939, à la q. de savoir si l'on estime "aussi pénible de voir céder un morceau de notre empire colo. qu'un morceau du territ. de la France", on enregistrerait certes 53 % de oui, mais 43 % de non
 - en avril 1946, 63 % des Fr. veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté fr. (contre = 22 % !) ⇒ vogue de l'assimilation !
- une très abondante littérature de dénonciation des abus du colonialisme est publiée en France dans l'entre-deux-guerres. A.Gide, *Voyage au Congo & Retour au Tchad*
- rôle d'intellectuels, c. le prof. de philo. Félicien Challaye, condamnant radicalement le syst. colo.
- rôle de la Ligue contre l'oppression colo. et l'impérialisme :
 - internationale
 - fondée à Bruxelles en 1927
 - présidée par Einstein
- phénomène évidemment renforcé par l'ambiguïté de la position des partis politiques de gauche (cf. le PC + haut)

□ Les conséquences globales :

□ absence de doctrine colo. véritable (pour ou contre) dans la plupart des partis, même à gauche (un phénomène qui se nourrit lui-même)

□ parcimonie budgétaire caractéristique : 1 à 2 % du budget, seulement ! Les colo. doivent, toujours, se suffir à elle-même

□ faibles investissements privés métropolitains dans territ. d'O.M :

- seuls le Maroc (où Lyautey déploie une activité considérable et réussit à attirer l'attention grâce à une propagande intelligente) et l'Indo. voient affluer les capitaux fr.

- → un impérialisme d' "organisation" et non d' "expansion". Cf. administration locale omnipotente

- idée d'autarcie impériale

□ bonne conscience et tranquillité :

- fait colo. considéré c. acquis, pour le + grd bien des indig. (qui accèdent à la Civil.) et de la France

- l'op. publ., qui ignore à peu près tout des troubles relatifs aux colo., pense que ces dernières sont d'une fidélité à tte épreuve

□ Cependant, derrière cet apparent immobilisme, une évolution se dessine, évol. prof. et cachée, qui engage l'avenir plus qu'elle ne modifie le présent. Et l'on s'explique mal l'échec des tentatives de réforme

□ et l'acte de naissance officiel de l'Empire ne fut jamais signé : la France avait un empire colo., elle n'était pas prête à être un Empire (Ch.-R. Ageron). Il ne fut plus question d' "Empire" après la déclaration de guerre de sept. 1939. Mieux valait, pensa-t-on, célébrer l'unité et la fidélité de l'empire, et prétendre que l'Empire avait été réalisé de fait par la guerre !

b) L'évolution intellectuelle d'ensemble dans l'entre-deux-guerres

□ scolarisation progresse partout, mais n'atteint qu'une partie de la population d'âge scolaire :

- Algérie 1938 :

* 100 000 enfants (dont 17 000 filles) dans écoles créées par France

* taux de scolar. indigène est passé de 5 à 10 %

* mais 1 M enfants demeurent illettrés

- Afrique noire :

* 5 % seulement

* Côte d'Ivoire (4 M hab.) : seulement 10 000 élèves (écoles de missionnaires le + souvent)

□ scolarisation qui :

- permet dégager élites prof. attachées à la cult. fr.

- permet former 1ers instituteurs (cf. fondation EN William Ponty Dakar 1937)

- est très faible dans second. et sup.

- forme de pseudo-élites indigènes :

* certif. études seulement

* se croient cap. d'exercer un métier "noble"

⇒ désertent villages pour villes

⇒ désertent métiers pour emplois hypothétiques

□ cette piètre œuvre contraste avec l'émergence de la "négritude" (voir + haut)

c) L'action du communisme français

□ anticolonialisme de la SFIO est modéré et partiel (spécialité de Marius Moutet)

□ d'abord critique du colo. et des nationalistes "bourgeois" ou "féodaux" (Khaled, par ex., voir + loin)

□ puis (milieu années 20) soutien des nationalistes (Khaled, 1er prés. d'honneur de l'Étoile Nord Afr., soutien au Destour

□ soutien à Abd el-Krim (Rif) :

- pas immédiat

- vient avec les 1er succès

- télégramme de félicitations du 24 sept. 1924

- moment où le PCF proclame sa doctrine anticolo.

- mobil. X guerre du Rif

□ soutien aux nationalistes indoch. aussi

□ tournant de 1935 fidèlement appliqué.

- considérable atténuation de l'anticolo.

- Cf. M. Thorez 1937 parlant du "droit à l'indépendance", mais ajoutant : "l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colo. avec notre peuple."

- Cf. aussi rapport de Thorez en 1937 : "le droit au divorce ne signifi[e] pas l'obligation de divorcer"

d) L'ébranlement de la domination coloniale française à cause de la 2e GM.

□ Les attitudes générales et la conjoncture internationale :

□ L'attitude des populations dans les colonies : généralités :

- bien connue grâce à des recherches récentes

- Français des colo. sont beaucoup - favorables à la Révolution nationale qu'on ne l'a dit, mais très forte popularité de Pétain. Condamnation unanime de la collaboration avec l'All., mais anglophobie (Mers-el-Kébir...)

- les pop. indigènes sont obéissantes (voir + haut), sf en Indochine et au Levant, frappées dans leurs conditions de vie, et méfiantes quant à l'avenir

□ bilan en 1945 pour l'attitude de la population métropolitaine :

- la position du CFLN puis du GPRF n'a pas été modifiée par le programme du CNR, très rapide et vague sur colo.

- idée de fonder une "Union française" est dans l'air

- mais révolte de mai 1945 en Algérie & difficile réinstallation en Indochine (voir + loin pour Indo.)

- "À la Libération, il fut affirmé avec insistance aux Français qu'ils devaient leur salut à leur empire. Comme au lendemain de la 1^{ère} Guerre mondiale, la contribution milit. des pop. d'outre-mer fut exagérée." (D.Bouche)

□ La conjoncture internationale : généralités :

- pressions des commissions d'armistice italo-allemande

- idem des Japo.

- idem des Alliés, dont un passage de la charte de l'Atlantique

- affaiblissement général des puissances colo.

- succès des pays traditionnellement anticolo. (Japon, États-Unis, URSS)

- les colo. sont devenues un enjeu

□ les buts de guerre des Alliés définissent une idéologie émancipatrice :

- lutte X Fascisme et croisade pour la Liberté des peuples

- Charte de l'Atlantique affirme "le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre"

⇒ un large courant propose internationalisation des colo. sous contrôle future ONU, qui aurait pour charge de les conduire graduellement à l'indépendance

- mais déjà réticences des métropoles (Fr. libre, Grande-Bretagne, PB), qui tentent de limiter portée de la Charte à la seule libération des peuples européens !

□ Les conséquences de la politique des États-Unis :

□ retrouve la tradition de la "prédication" anticolo. et la "mission" US :

- rôle de Roosevelt

- point 3 de la charte de l'Atlantique (12 août 1941)

- alliées à des préoccupations éco. (principe de la "porte ouverte")

□ mise sur pied d'une commission de 15 m. qui étudie les moyens de placer, après la guerre, ttes les colo. europ. sous une administration internationale directe

□ au mois de mars 1943, le département d'État proposa une "Déclaration des Nations unies sur l'indépendance nationale", qui prévoyait que toutes les puissances colo. prendraient l'engagement d'amener progressivement leurs colo. à l'indép., en fixant même des dates pour celle-ci. Projet accepté par Roosevelt, mais trouvé trop modéré par des rép. comme Wilkie, par des démocrates comme Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État

□ Roosevelt opposé farouchement à une réinstallation fr. en Indo. Pense à des formes de tutelle internationale (*trusteeship*). Mais conf. Yalta décide finalement que *trusteeship* ne s'appliquera qu'aux territ. déjà sous mandat SDN ou détachés des États ennemis.

□ 2e cas particulier : Afrique du Nord :

- États-Unis pensent tôt à s'en servir comme base de départ contre Europe occupée ⇒ nuée d'agents et diplomates
- débarquement de nov. 1942 ⇒ très forte présence militaire
- en principe adm. US s'est engagée à respecter le statu quo colo., mais ses agents appuie en coulisse les nationalistes
- en Alg., les Améric. répandent des milliers d'ex. de la charte de l'Atl.
- au Maroc, c'est Roosevelt lui-même qui fait briller aux yeux du sultan Mohammed V la possibilité d'échapper au protectorat fr. (le fait comprendre lors de la conf. d'Anfa-Casablanca, janv. 1943)

□ Le rôle de l'URSS et du communisme international :

- pendant la période rapprochement avec l'All., le Komintern se montre violemment hostile à l'impérialisme français, puis, après juill. 1941, cesse d'attaquer celui-ci (France libre alliée de l'URSS), mais rien n'est changé en profondeur
- les PC des colonies continuent dans la clandestinité
- le PCI organise un réseau de cellules à travers le pays, des maquis, et met sur pied, avec des éléments nationalistes, en 1941, selon les directives du Komintern, le Front de l'Indépendance du Viêt Nam (Viêt-Minh), abréviation de Viêt Nam Dộc Lập Dong Minh Hôi), dont Ho est le secrétaire général
- Le discours de Brazzaville : Voir un cours antérieur

e) Les débuts du nationalisme algérien

□ Les intellectuels francisés (dans les écoles et les lycées français):

- * ex. : docteur Bendjelloul (mort en 1985), pharmacien Ferhat Abbas
- * reprennent action des *Jeunes Algériens*, mouvement antérieur à la Guerre, renforcé par elle (importance du sacrifice en hommes), dirigé par l'émir Khaled, officier armée fr., petit-fils d'Abd-el-Kader, et revendiquant l'égalité des droits politiques avec les Français
- * partisans de l'assimilation : ne s'opposent pas à la France, mais à l'immobilisme qui refuse aux musulmans droit de vote et ne leur accorde pas bénéfique lois sociales françaises
- * tentent à trois reprises négocier loyalement modalités d'une intégration progressive de la comm. mus. dans corps électoral (⇒échec)
- * de ce 1er courant sortira en 1946 l'UDMA

□ Le mouvement des *Uléma* (docteurs de la Loi) :

- * Regroupés en une Association en 1931
- * chef= Ben Badis (mort en 1940)
- * réfléchit sur événements du Moyen-Orient: Mustapha Kémal en Turquie, indépendance Egypte en 1922, révolte des Druzes
- * 2 tendances :

- "passésistes" prônent retour à l'orthodoxie coranique et lutte contre pratiques hérétiques des marabouts ⇒ ouverture d'écoles coraniques, enseignement histoire Algérie

- "progressistes" pour réformes sans indép.

* rejoignent Ferhat Abbas sur SU et égalité polit. avec Français

* veulent un Maghreb uni

□ Le mouvement de Messali Hadj :

- M.H. : 1898-1974, soldat 14-18, puis ouvrier en France. Rassemble ouvriers travaillant en Fr. ou l'ayant fait ⇒ une clientèle prolétarienne et un mouvement beaucoup + révolut. (diff. avec 2 courants précédents)

- Mais ressemblances avec Ouléma : imprégné religiosité (cf. le "Hadj"), panarabisme et national. maghrébin

- 1926: fondation de l'Étoile Nord-Africaine, dans filiation PCF, mais distances vite prises (dès 1928). Transformation en un Parti Populaire Algérien (PPA), 1937 (MH alors séduit par Doriot et son PPF)

- meetings et manifestations (alors qu' Ouléma étaient beaucoup + discrets) :

* À Alger, 1937, une manifestation réclame l'indépendance (déjà revendiquée par MH 1927 à Bruxelles au Congrès des Peuples opprimés) ⇒

* MH en prison, mais popularité immense + interdiction PPA

* s'est donné un drapeau vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant islamique, qui est devenu le drapeau national de l'Alg.

- de ce 3e courant sortiront après la 2e Guerre mondiale le MTLD (en 1946), puis le FLN

- Paradoxe: pourquoi pas chef, même nominal, du soulèvement de 1954 ?

* perte contact avec peuple algérien (exil) + persuadé de son infaillibilité (⇒ au sein du MTLD une très forte opposition à cette "mystique du chef" ⇒ fondation de l'OS ⇒ CRUA ⇒ FLN)

* MH ulcéré de cette "scission" la considérera et la proclamera toujours vouée à l'échec ⇒ fondera le MNA (Mouvement National Algérien) pour faire pièce au FLN

* Pour résister au FLN le MNA se compromettra avec police fr. et off. fr. ⇒ totalement déconsidéré lors de la Guerre d'A. et des accords d'Évian ⇒ ne rentrera pas en Algérie (autorités algér. l' "ignorent") ⇒ mourra en exil (volontaire) en France

- ironie de ce destin: proscrit d'A. par le pouvoir colonial, pour avoir revendiqué l'indépendance de ce pays, il vit s'alourdir encore son exil quand cet objectif fut atteint !

d) L'évolution du nationalisme algérien de 1940 à 1954

□ Débarquement 1942 relance nationalisme :

- Ferhat Abbas, *Le Manifeste du Peuple algérien* (1943) : fédéralisme (État algérien autonome, reconnu et protégé par la France)

- radicalisation générale à la fin de la guerre : brusques et imprévus troubles de mai 45 à Alger et surtout Sétif (8 mai) : massacre de 21 Européens ⇒ répression impitoyable et aveugle. A ne pas

négliger : c'est une réaction contre l'ordonnance de 1944 qui donnait la citoyenneté fr. à qq milliers musulmans (crainte de voir l'Algérie perdre sa personnalité arabe : ceux qui acceptent de prendre cette citoyenneté fr. seront considérés comme des traîtres). Thèse fréquente (et fausse) de la provocation.

□ Ferhat Abbas crée 1946 l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), restant fidèle à l'idée fédéraliste d'une République algérienne autonome, souveraine en matière financière et législative, associée à la France pour sa diplomatie et sa défense. Et avec double nationalité. Clientèle : petite bourgeoisie

□ Messali Hadj crée 1946 aussi un Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, fav. à une Constituante algérienne et à l'indépendance. Clientèle = petit peuple.

□ Statut de 1947 :

- une Assemblée algérienne de 120 membres aux compétences limitées essentiellement aux questions financières

- 2 collèges électoraux

- 1er collège = citoyens français + les 58 000 Musulmans devenus citoyens en 1944 grâce à une ordonnance de De Gaulle (>>> repr. de <1 M personnes)

- 2e collège = 1 300 000 électeurs musulmans (repr. près de 8 M pers. !)

- Majorité des 2/3 requise pour les réformes à examiner : statut de la femme, extension de la langue arabe, nouveau régime communal (reconnaissance implicite mais théorique d'une spécificité algérienne)

□ Élections de 1948 :

- "organisées" par g.g. Marcel-Edmond Naegelen (socialiste) : gigantesque trucage (sera encore + fort en 1951 et 1954) ⇒ les "beni-oui-oui" !

- sera dissoute en 1956

- se sera contentée de voter les budgets proposés

- ⇒ une application déloyale du statut par la France

□ P.C.A. (petit peuple urbain européen) marqué par volte-face successives (séparatiste >>>1936, puis assimilationniste>>> 1940, indépendantiste 1940-43, etc.), ne reviendra définitivement à l'idée de République algérienne qu'à partir de 1949. Suspect aux yeux des musulmans à cause de son recrutement.

□ UDMA : parti modéré, 3 000 militants en 1951, se contentant d'un statut d' "État associé" pour la Rép.alg.

□ mouvement des Ulémas : essoufflé

□ MTLD : petit peuple sensible au charisme de Messali Hadj, mais recrutement récent bourgeois et intellectuel s'en méfie et dénonce le culte de la personnalité. Les "durs" ont fondé en 1946 une Organisation Spéciale, vite démantelée et clandestine.

□ Face à la turbulence des protectorats tunisien et marocain, les départements d'A. donnent en 54 l'apparence d'une région calme.

- L'insurrection du 1er novembre 1954 n'est nullement le produit d'une poussée de nationalisme populaire, et en ce sens l'histoire du mouvement national algérien est très différente de celle de la Tunisie et du Maroc. L'insurrection découle en fait de la volonté de quelques hommes décidés, à l'heure où Diên Biên Phu sonne le glas de la domination coloniale française.
- Fondation au sein du MTLD en mars 1954 du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, le CRUA (Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche, Larbi Ben M'Hidi...), voulant jeter les bases d'une insurrection
- ralliement de Belkacem Krim, qui tenait depuis... 1947 le maquis dans les montagnes de Kabylie
- liens noués avec la délégation entretenue au Caire (capitale du panarabisme) par le MTLD (Mohammed Khider, Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella)
- en octobre, le CRUA est remplacé par un parti, le FLN, doté d'une armée, l'ALN. Jour de l'insurrection fixé au 1er novembre
- remarques sur ce FLN :
 - aucun particularisme régional ou social, mais pratiquement pas de paysans, contrairement à la légende postérieure : des cadres urbains.
 - tous membres ont derrière eux un passé de militantisme et de clandestinité
 - tous attachent importance + au renversement de l'ordre colonial qu'au progrès économique et social ⇒ un projet "révolutionnaire" flou
 - moyens dérisoires (mais forces militaires françaises sont insuffisantes)

3°) L'empire colonial britannique de l'Empire au Commonwealth

a) Les difficultés britanniques en Inde dans les années 20

- **Le parti du Congrès, fondé en 1886, réclamait une large autonomie, récompensant l'effort fourni pendant la guerre.** Au cours de celle-ci, en août 1917, le Secrétaire d'État pour l'Inde, Montagu, avait promis le développement graduel du self-government.
- **Mais l'Inde était la plus grande colonie du monde et elle était divisée en Inde britannique et en Inde des Princes, plus de 600 États sous protectorat britannique : les problèmes étaient donc complexes.**
- La réforme se concrétise en 1919 avec le premier India Act. Dans les provinces la dyarchie est instituée : **quelques affaires sont "réservées" aux fonctionnaires britanniques, la plupart sont transférées** à des ministres indiens. Le pouvoir central reste entièrement aux mains des Anglais, dirigés par le gouverneur général, mais **celui-ci est désormais assisté de deux assemblées consultatives, l'Assemblée législative et le Conseil, ainsi que d'une Chambre des Princes. L'Inde a fait un pas sérieux sur la voie du self-government, mais l'insuffisance de la réforme provoque le mécontentement des Indiens.**
- La Ligue musulmane (créée en 1906) estime que les Musulmans sont défavorisés ; le Parti du Congrès boycotte les élections.

□ Quelques semaines après l'Act, le massacre d'Amritsar (13 avril) — 400 morts, 1 200 blessés — provoque une énorme vague de réprobation.

□ Gandhi lance en 1920-1921 une campagne de “ désobéissance civile ” refusant de coopérer avec les Anglais. Préconiser de ne plus payer ses impôts, de désertier les écoles, de boycotter les produits anglais, en fait vite le chef incontesté du nationalisme indien.

b) Des liens nouveaux dans les années 30

□ L'indépendance complète des Dominions :

- Il y avait quatre *dominions* — souverains à l'intérieur, pas à l'extérieur — en 1914 : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. En 1923, l'Irlande du Sud (Eire) s'y ajoute.

- Mais les *dominions* ont signé les traités de paix, ils sont entrés à la SDN, trois ont obtenu des mandats : *de facto* la Grande-Bretagne a reconnu leur souveraineté internationale.

- La Conférence impériale de 1926 emploie pour la première fois le terme de *Commonwealth*.

- Celle de 1930 donne aux *dominions* le droit de proposer eux-mêmes au roi la nomination de leur gouverneur général et proclame (à la demande de l'Afrique du Sud et de l'Irlande) le droit à la sécession pour chacun des membres de l'Empire.

- La souveraineté internationale leur est reconnue en droit par le Statut de Westminster du 11 décembre 1931 : le parlement britannique ne peut plus voter de lois intéressant les *dominions* sans leur accord, ce qui revient pratiquement à reconnaître une véritable indépendance aux *dominions*.

- Mais tous, sauf l'Irlande, entrent en guerre en 1939.

□ L'union douanière impériale :

- La crise de 1929 et la concurrence japonaise sont à l'origine de la conférence d'Ottawa, tenue entre le 21 juillet et le 20 août 1932. Baldwin, chef de la délégation britannique et représentant du cabinet d'union nationale MacDonald (1931-1935), demande l'établissement du libre-échange au sein de l'Empire, mais les *dominions* sont désireux de protéger leurs industries naissantes ! On aboutit à un compromis provisoire : des régimes préférentiels entre la Grande-Bretagne et son empire sont établis, ce qui va de pair avec l'abandon du libre-échange par la Grande-Bretagne depuis novembre 1931.

- Toutefois, la Grande-Bretagne conclut entre 1932 et 1935 toute une série d'accords commerciaux avec des pays importants pour l'économie britannique, l'Argentine et les pays scandinaves par exemple, créant autant de brèches dans le système d'Ottawa.

- Depuis longtemps, les *dominions* avaient leurs réserves financières à Londres ; dans les années 30 se crée une association tacite et officieuse : les *dominions* suivent la Grande-Bretagne, dévaluent comme elle leur monnaie et la lient à la livre Sterling. S'y ajoutent la Scandinavie et la majeure partie du Moyen-Orient, ainsi que quelques autres pays comme l'Argentine, le Pérou et la Bolivie, la Chine, le Siam et l'Iran. Ce Bloc Sterling (future Zone) représente alors environ le tiers du commerce mondial.

c) L'Inde des années 30

- Gandhi se trouve débordé sur sa gauche par un nationalisme plus radical. Un Parti de l'Indépendance se constitue, participe aux élections législatives et réclame pour l'Inde le statut de *dominion*. Le “ bon voisinage ” avec les musulmans cesse en 1921 : des massacres d'hindous par une secte musulmane du Deccan allument une véritable guerre religieuse.
- En 1930-1931, une nouvelle campagne de désobéissance civile est lancée par Gandhi, qui pense que le gouvernement travailliste de MacDonald sera moins hostile. Une conférence “ de la table ronde ” se tient à Londres, avec Gandhi, mais aucun accord n'y intervient.
- Devant cet échec, les Britanniques promulguent de manière unilatérale un nouveau statut, plus libéral, le Government of India Act de 1935. La “ dyarchie ” est supprimée dans les provinces où toutes les affaires passent entre les mains des indigènes ; par contre, la “ dyarchie ” est introduite dans le gouvernement central, où seules les Affaires étrangères et la Défense restent entre les mains des Anglais. Quant à l'Assemblée législative, elle comprendra aussi des représentants des États des Princes. Le corps électoral, très censitaire en 1919, est élargi à 35 millions d'électeurs. Parlement et gouvernement — qui siègent à Delhi — s'occupent donc de la plupart des affaires d'intérêt général. Mais le parlement de Westminster continue de légiférer pour l'Inde.
- Cette large autonomie ne satisfait pas l'opinion nationaliste, car on est encore loin du statut de dominion. Jusqu'à la guerre, le système ne peut fonctionner : les élections à l'Assemblée législative ne peuvent avoir lieu ; l'antagonisme entre musulmans et hindous suscite l'idée de partage de l'Inde à l'indépendance, ce qui interviendra en 1947.

d) Le Royaume-Uni face au monde arabe

- Le contexte :
 - L'Égypte était occupée depuis 1882 et elle avait été proclamée protectorat britannique en 1914. En fonction d'accords avec le chef de la dynastie hachémite, l'émir Hussein du Hedjaz (1916), qui lui promettaient la création d'un vaste royaume arabe entre le Golfe persique et la Méditerranée, les Britanniques provoquèrent son entrée en guerre contre les Turcs et encadrèrent ses Bédouins (cf. Lawrence). Mais le Royaume-Uni se lia encore par les accords anglo-français Sykes-Picot du 16 mai 1916, aussi par la Déclaration Balfour (2 novembre 1917) qui promettait un *Home national* juif et enfin par les accords de Saint Jean-de-Maurienne avec la France et l'Italie (partage secret des dépouilles futures de l'empire ottoman). Tout cela était remarquablement contradictoire.
 - En plus, si des troupes françaises conquièrent avec les Anglais la Syrie et le Liban, les Britanniques se firent tirer l'oreille pour appliquer vis-à-vis de la France les accords du temps **de 1916, d'où une période de tension entre septembre 1918 et septembre 1919**, à l'issue de laquelle les deux pays opérèrent un nouveau découpage, moins favorable à la France, qui avait besoin de la Grande-Bretagne à la Conférence de la Paix de Paris, pour les questions européennes.

- À la Conférence de la Paix on créa les mandats A, non délimités. À la conférence de San Remo (avril 1920), la France eut le mandat sur la Syrie, qu'elle partagea en deux États, mais après avoir dû entrer par la force à Damas et consentir de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne. Celle-ci eut le mandat sur l'Irak et la Palestine, d'où elle détacha en 1921 la Transjordanie.

□ Bilan à moyen terme :

- À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'échec de la politique britannique d'appui sur la dynastie hachémite, qui est chassée d'Arabie par Ibn Séoud (chef de la secte des Wahhabites), est patent.

- En dédommagement de leur évincement, les Britanniques placèrent les Hachémites Fayçal et Abdallah respectivement sur les trônes d'Irak et de Transjordanie.

- **D'autre part, la Grande-Bretagne ne réussit pas à empêcher la pénétration des compagnies pétrolières américaines en Arabie**

- des attentats et des émeutes éclatèrent en Palestine

- la Grande-Bretagne fut contrainte de reconnaître l'indépendance de l'Irak en 1930

(admission à la SDN en 1932) et d'abandonner — dès les années 1920 — le protectorat de fait qu'elle exerçait sur l'Afghanistan.

□ Parallèlement, en Égypte :

- L'Égypte connut l'agitation nationaliste du parti Wafd de Saad Zaghloul.

- Le Premier Ministre Lloyd George mit fin en 1922 au protectorat, théoriquement car l'armée anglaise demeura sur place et un Haut Commissaire surveilla la politique étrangère, d'où la poursuite de l'agitation.

- En 1936, la Grande-Bretagne passa un accord avec le nouveau roi Farouk, qui venait de succéder à son père, Fouad, roi depuis 1917 : l'Égypte devenait indépendante (et elle entra à la SDN l'année suivante), mais signait avec la Grande-Bretagne — qui redoutait les menaces de l'Axe — une alliance et le Soudan devenait " anglo-égyptien ".

□ Parallèlement, abandon années 20 prot. brit. de fait exercé / Afghanistan (officiellement en 1919, de fait dans années 1920)

4°) L'Éthiopie, dernière conquête coloniale

a) Circonstances.

□ Mussolini, en 1933, en était venu à l'idée que l'Italie devait conquérir une colonie de peuplement. Ce serait le seul moyen d'éviter la déperdition d'énergie que constituait l'émigration italienne. Quoique l'Éthiopie eût été admise à la SDN sous le patronage de l'Italie, elle était une proie désirable. Située entre deux colonies italiennes, l'Érythrée et la Somalie, ses hauts plateaux la rendaient habitable pour

des Européens. La conquérir serait aussi venger la défaite d'Adoua de 1896 et renforcer le prestige du fascisme.

□ L'Éthiopie était alors un royaume archaïque, aux frontières parfois imprécises, et la propagande **fasciste aperçut vite le parti à tirer de son caractère " féodal " et " esclavagiste " auprès de l'opinion internationale.** Son souverain, le négus Haïlé Sélassié, n'exerçait pas une autorité réelle sur tout le pays, où les chefs féodaux se disputaient le pouvoir. L'activité économique, avant tout agricole, était médiocre. La seule voie de pénétration était le chemin de fer français reliant le port de Djibouti à la capitale, Addis-Abeba.

□ En 1925, une convention anglo-italienne avait délimité en Éthiopie des zones d'influence économique : les Anglais aménageraient le lac Tana, réservoir pour l'irrigation de l'Égypte, les Italiens construiraient une voie ferrée à partir de l'Érythrée. Mais le *négus* ne voulut accorder aux Italiens aucune concession économique. Mussolini était donc déterminé à trancher la question éthiopienne par la force.

□ **Le 5 décembre 1934, à la frontière de l'Érythrée et de l'Éthiopie, 30 soldats indigènes de l'armée italienne furent tués au cours d'une rencontre avec les Éthiopiens.** Mussolini protesta, refusa l'arbitrage, et commença à envoyer d'importants renforts en Érythrée.

□ L'Éthiopie, État indépendant membre de la SDN, soumit l'incident à l'arbitrage de l'Assemblée internationale. Mais Mussolini obtint de Laval, qui vint à Rome en janvier 1935, de vagues encouragements et les accords de Rome, signés à cette occasion, mirent fin au statut privilégié des Italiens en Tunisie, en échange de cessions de territoires coloniaux à l'Italie au Sahara et près de Djibouti.

□ L'Angleterre, qui dominait l'Égypte et le Soudan, et qui redoutait qu'une domination politique italienne en Afrique orientale ne fît peser une menace permanente sur l'Égypte, le bassin du Nil et les abords du canal de Suez, essaya en septembre 1935 d'intimider Mussolini en concentrant une flotte de 800.000 tonnes (la Home Fleet) en Méditerranée. Mais les services de renseignement italiens persuadèrent Mussolini que le gouvernement britannique était décidé à ne pas utiliser la force : sceptique à l'égard d'une éventuelle intervention britannique, Mussolini passa outre.

□ Après neuf mois de discussions, Mussolini prit ses risques et attaqua l'Éthiopie le 3 octobre 1935. La présence à la tête du gouvernement français de Pierre Laval, champion du rapprochement franco-italien, explique en partie le geste audacieux du Duce.

b) La guerre

□ Elle dura jusqu'en mars 1936, grâce à la résistance acharnée et inattendue des Éthiopiens contre 200 000 Italiens bien armés, qui utilisèrent les gaz de combat.

□ L'emploi de l'aviation et des engins motorisés assurait à l'Italie une supériorité écrasante sur une armée éthiopienne hétéroclite et dépourvue d'armement moderne.

□ Le 5 mai, les Italiens, commandés par le maréchal Badoglio, s'emparèrent de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba.

c) Les réactions de la SDN et des puissances

- **La SDN, d'abord assez favorable à l'Italie, évolua rapidement** ; le Conseil, puis l'Assemblée reconnurent l'Italie comme agresseur. Conformément au pacte de fondation de l'Assemblée de Genève, des sanctions devaient être prises. Lesquelles ?
- En Grande-Bretagne l'opinion était prête à soutenir par des mesures économiques la cause de la sécurité collective, qui, dans cette affaire, coïncidait avec les intérêts britanniques, mais elle reculait devant l'éventualité d'une guerre. La France était plus divisée : conservateurs et nationalistes **réprouvaient tout conflit avec l'Italie, alors que les mouvements de gauche réclamaient** “ le respect de la loi internationale ”. **Londres et Paris, qui craignaient de mécontenter l'Italie et de la voir se rejeter vers l'Allemagne**, essayèrent de limiter au maximum la sévérité des sanctions, dont la réalité vint en quelque sorte, de la longueur imprévue de la guerre.
- Non seulement la SDN repoussa l'application de sanctions *militaires*, mais elle adoucit considérablement les sanctions financières et économiques décidées contre l'Italie. L'embargo fut mis sur les exportations à destination de ce pays, mais le fer, l'acier, le plomb, le zinc et le pétrole étaient exclus de la liste des produits dont le commerce avec l'Italie était interdit. L'Angleterre refusa de fermer le canal de Suez aux navires italiens. Les Éthiopiens s'indignèrent de cette comédie qui révélait la faiblesse de la SDN, de ces sanctions économiques limitées qui ne faisaient qu'irriter les Italiens sans les gêner vraiment.
- Pour essayer de concilier la fidélité aux principes de la SDN et leurs intérêts diplomatiques particuliers, le chef du Foreign Office, Sir Samuel Hoare (un des chauds partisans de l'appeasement), et Pierre Laval proposèrent en décembre 1935, un compromis très favorable à l'Italie : l'Éthiopie abandonnerait à celle-ci les deux tiers de son territoire en échange d'une petite partie de l'Érythrée. Mussolini était tenté par ce plan qui était une prime à l'agression. Laval et Hoare y voyaient le moyen de **reconstituer le “ front de Stresa ”**. **Une indiscretion de la presse française le fit connaître. L'indignation de l'opinion britannique obligea Hoare à démissionner** (il fut remplacé par Anthony Eden). Ce devait être peu après le tour de Laval. Mussolini, sûr de sa victoire militaire, rejeta de toutes façons le plan Laval-Hoare.
- Alors, Paris et Londres durcirent leur position : l'embargo fut étendu au commerce pétrolier. Ce geste, qui venait trop tard, fut de plus inutile car le principal fournisseur officiel en pétrole de l'Italie, les États-Unis, ne faisait pas partie de la SDN et n'appliquait donc pas ses décisions. **En réalité d'ailleurs, l'essentiel du pétrole venait de l'URSS, récemment admise à la SDN mais hostile à une trop grande extension des sanctions...**
- Le 5 mars 1936, le négus demanda la paix, le 9 mai, l'Éthiopie fut annexée à l'Italie et le roi d'Italie fut proclamé Empereur d'Éthiopie. Le 4 juillet, la SDN leva les sanctions prises contre l'Italie. La popularité de Mussolini y était immense, même des antifascistes avaient rallié la mère-patrie.

□ Le départ du Japon à l'occasion de la guerre de Mandchourie et celui de l'Allemagne avaient déjà affaibli la ~~SDN~~, **l'affaire éthiopienne acheva de la discréditer (l'Italie ne quittera la SDN que plus tard, seulement le 3 décembre 1937, après le Pacte anti-Komintern)**. Quant aux rapports germano-italiens, ils **s'étaient resserrés économiquement** — à la suite des sanctions de la SDN, l'Allemagne devint le premier fournisseur de l'Italie — et même politiquement, dans la mesure où Mussolini, ulcéré par l'attitude des démocraties occidentales, s'éloignait d'elles.

II. LA DECOLONISATION

Introd. : voir base + phases :

n°1 : 1919-1945 :

au MO dans la "sphère brit." : Afgh. 1919, Perse 1921, Irak 1930, Eg. 1936

remise en cause par 2e GM ⇒ accélération (traits gén. + Charte de l'Atlantique 1941 + création ONU)

n°2 : 1945-1957 :

empire brit. Indes, AFN (sf Alg. !), PO, Asie or.

n°3 : 1958-1968 :

Algérie, Afrique noire

36 nouveaux états en Afr. (dont 14 pour la seule année 60)

n°4 : 1968 >>> :

col. port. d'Afr., îles des Caraïbes (ex. : Dominique 1978) et Pacifique (ex. : Nouvelles-Hébrides 1980)

1°) Les facteurs de la révolte des colonisés

VOIR LE a) et le b) dans la base

a) Facteurs internes

b) Facteurs externes

c) L'attitude des "blancs"

□ sont devenus assez souvent des vaincus ridicules :

- effondrement très rapide PB, Belgique et France (qui avait fait très largement appel à des troupes recrutées dans Empire) 1940

- Royaume-Uni menacé d'invasion + chute Singapour

- France libre réduite à la défensive

- Jap. en profitent pour se présenter comme les champions de l'anticolo. X Blancs et s'appuyer / mouv. nat. auxquels ils laissent espérer l'indépendance à la paix

□ les buts de guerre des Alliés définissent une idéologie émancipatrice :

- Affaiblissement des métropoles, démonstration de la force du Japon, rôle majeur des États-Unis... **Les** buts de guerre des Alliés définissent une idéologie émancipatrice : lutte contre le Fascisme et croisade pour la liberté des peuples. La Charte de l'Atlantique **affirme** " le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ". Un large courant propose l'internationalisation des colonies, sous le contrôle de la future ONU, qui aurait pour charge de les conduire graduellement à l'indépendance. Mais déjà se manifestent les réticences des métropoles (France libre, Grande-Bretagne et Pays-Bas), qui tentent de limiter la portée de la Charte à la seule libération des peuples européens !

- Les États-Unis avaient retrouvé leur tradition de “ prédication ” anticoloniale et la “ mission ” américaine, alliées à des préoccupations économiques, comme le principe de la “ porte ouverte ”. Grâce à Roosevelt et au point 3 de la *Charte*, fut mise sur pied une commission de quinze membres qui étudia les moyens de placer, après la guerre, toutes les colonies européennes sous une administration internationale directe.
- Au mois de mars 1943, le département d'État proposa une *Déclaration des Nations unies sur l'indépendance nationale*, qui prévoyait que toutes les puissances coloniales prendraient l'engagement d'amener progressivement leurs colonies à l'indépendance, en fixant même des dates pour celle-ci, projet accepté par Roosevelt, mais trouvé trop modéré par des républicains comme Wilkie et par des démocrates comme Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État.
- Roosevelt pensait à des formes de tutelle internationale (*trusteeship*), mais la conférence de Yalta décida finalement que le *trusteeship* ne s'appliquerait qu'aux territoires déjà sous mandat de la SDN ou détachés des États ennemis.
- Presque toutes les puissances coloniales rejettent l'idée d'émancipation, elles envisagent éventuellement l'autonomie administrative, le progrès économique et social, mais pas la perte de la domination politique, car cela signifierait la fin du statut de grande puissance, par ailleurs compromis. Seul le Royaume-Uni est ouvert à l'idée de négociations qui donneraient par étapes le *self-government*, avec maintien de certains liens.
- Le refus général s'inscrit à contre-courant des tendances dominantes du moment : la charte de l'ONU insiste sur le droit des nations au *self-government* et crée un système de “ tutelle ” pour les anciennes colonies allemandes.

2°) La lente évolution de l'opinion publique française

a) Le maintien du mythe impérial

- est une conséquence de la guerre : rôle dans la Libération, etc.
- le peuple fr. attend aussi de l'Empire qu'il aide à la reconstruction de la métropole : reprise du mythe de la puissance par l'Empire. Comment, autrement, rester le 4e "Grand" ? Cf. Edmond Michelet en 1957 : si on se replie sur l'hexagone, "l'indépendance de notre pays sera-t-elle très différente de celle de la Biélorussie ou du Guatemala ?"
- très mauvaise information, cf. *black-out* sur les événements de mai 1945 en Alg.
- apogée du sentiment colo. dans l'opinion, cf. sondages :
 - en sept. 1945, 63 % des Fr. croient que l'Indo. est et restera française (contre = 12 % !)
 - en avril 1946, 63 % des Fr. veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté fr. (contre = 22 % !) ⇒ vogue de l'assimilation !
 - fin 1949, 81 % des Fr. int. pensent que "la Fr. a intérêt à posséder des territ. d'o.-mer"
 - sentiment de bonne conscience vraisemblablement + fort que sous la IIIe Rép.

- d'autant + que complexe de Munich

b) Les dernières années du parti colonial

□ 1945 : naissance du Comité de l'Empire français :

- notables et hommes d'affaires
- ambition de rassembler tout le parti colo.
- centre de propagande pour l'essentiel
- devient en 1948 le Comité central de la France d'outre-mer

□ mais renaissent les anciens Comités (dont Ligue maritime et coloniale)

□ autres nouveautés :

- mai 1946 : États généraux de la colo. fr.
- FO, dc une centrale syndicale, est très nettement hostile à la décolo.
- surtout, le ton pessimiste, les appels pathétiques : un mouvement sur la défensive

□ des éditorialistes, comme Thierry Maulnier et André Siegfried (*Le Figaro*)

□ des parlementaires

□ mais au total, le parti colo. s'intéresse plus aux élites qu'au grand public. Il utilise peu et mal la radio, le cinéma, sa presse spécifique est très restreinte

□ il s'intègre dans la Guerre froide : défendre les colonies, c'est défendre le monde libre

c) L'anticolonialisme

□ l'op. publique n'est pas défavorable au maintien de l'Union Française et ne se résigne pas facilement à voir s'éloigner les protectorats du Maghreb : la bonne conscience persiste

□ L'anticolonialisme, socialement très faible dans milieux ouvriers, fort chez ruraux et intellectuels

□ plusieurs types d'anticolonialisme :

- antico. révolutionnaire :

* celui des trotskystes et des anarchistes, dès la répression de mai 1945

* celui d'Aimé Césaire, Frantz Fanon (1925-1961), médecin psy. qui se trouvait en Algérie 1954, *Les Damnés de la Terre*, figure de proue du combat antico.

- antico. du PCF : pas immédiat, et même met deux ans env. à être net après leur éviction du pouvoir (1947-1949)

- antico. humaniste :

de protestation morale, notamment X torture (1952>>>, puis G. d'Alg., cf. François Mauriac et noms cités + bas)

- antico. de "repli hexagonal" (R.Girardet) :

incarné par Raymond Cartier, notamment dans *Paris-Match*, dont il est le réd. en chef.

Résumé : "N'eut-il pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso ?". Voir davantage + loin.

d) Les Églises chrétiennes et la décolonisation

□ L'Église catholique :

- congrégations missionnaires ont été invitées par Vatican 1919>>> à rompre avec la tradition coloniale, mais catholiques conservateurs craignaient que les clergés indigènes ne tombent aux mains des mouvements nationalistes et révolutionnaires

- formule 1945>>> : "christianiser n'est pas occidentaliser"

- 1948>>> :

* Rome souligne la "soif d'émancipation" des peuples coloniaux

* remplace les religieux fr. en Indo. par des prêtres, voire des évêques vietnamiens

- 1951>>> :

* les Églises des colo. sont invitées à s' "indigéniser"

* une campagne discrète pour décolo., qui a un écho en France 1954>>>

- 1ers évêques africains sont sacrés 1955

- décolo. relig. et décolo. pol. allaient désormais de pair pour le clergé et la majorité des fidèles en France

- mais avec des nuances importantes, dues aux divisions des catholiques fr. : *Le Pèlerin*, *La vie catholique* défendent l'empire colo., *Témoignage chrétien (TC)* est à la pointe du combat de la décolo.

□ Églises protestantes :

- évolution identique, mais :

* ss doute un peu décalée

* *a contrario*, des prot. se prononcent pour l'indép. dès 1946

- mise en place d'églises évangéliques locales, authentiquement africaines et malgaches

e) Un "fardeau colonial" pour la métropole ?

□ besoins énormes des colo.

□ croissance continue des investissements, avec :

- des commentaires lyriques dans la presse

- des mises en place d'installations impressionnantes, comme celles de la MIFERMA pour exploiter le minerai de fer mauritanien

□ la France consent aux produits de l'Union Française des prix de soutien sup. à ceux du marché mondial

□ progrès des exportations des colo. (+ 7 % / an pour l'AOF)

□ fardeau financier considérable pour la métropole. Cf. Marius Moutet, ancien min. de la Fr. d'OM, devant le Sénat de la Communauté le 15 juillet 1959 : "Aujourd'hui l'homme blanc a passé son fardeau.

Mais, français, il n'abandonne pas la tâche qu'il s'était volontairement assignée..."

□ mais les hommes politiques africains sentent mal cette évolution éco. et se plaignent des lenteurs de la décolo. politique

□ la France, qui a un revenu national huit fois moins fort que celui des États-Unis, dépense pour l'Union Française deux fois moins que les États-Unis pour les PSD

□ ampleur de ce nouveau "fardeau de l'homme blanc" ignorée du public, même éclairé >>> 1956-1957. L'op. publique à croire que les colo. "rapportent" à la métro. et ne coûtent rien au contribuable, ce **qui est faux depuis longtemps...**

□ les experts ne commencent à publier des rapports, provoquant une prise de conscience, que vers 1956-1957. ⇒

- L'effort que la France s'impose à elle-même en faveur des pays d'outre-mer n'est-il pas au-dessus de ses forces ?

- Mais à ce moment, certains (experts — équipe de François Bloch-Lainé — ou hommes politiques comme Robert Buron, min. de la France d'OM) estiment que la France devrait faire davantage.

- certains autres suggèrent le recours à des capitaux européens pour investir dans "l'ensemble eurafricain français", idée partagée par gouv. Guy Mollet ⇒ association des futurs afr. et malg. au traité de Rome 1957

□ le "complexe hollandais" :

- auteur de la formule : Pierre Moussa, ht fonct. au min. de la France d'outre-mer et auteur de *Les Chances éco. de la Communauté franco-africaine*

- les PB sont prospères depuis qu'ils ont abandonné l'Indonésie ⇒ l'éviction de la France serait une bénédiction. Les PB n'ont pas à "subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo" (R. Cartier)

- l'All. n'a pas été affaiblie par la perte de ses colo. en 1919

- délivrée de ses charges colo., la France pourrait consacrer ses ressources au dév. de ses provinces, à la mod. de son industrie, à la rationalisation de son éco.

- argumentation développée 1955>>>> par Raymond Aron et plusieurs éco. lib., poussée à son extrême par :

□ le cartiérisme :

- Raymond Cartier, réd. en chef de *Paris-Match*, ancien de la **Fédération républicaine d'avant-guerre** (voir bio. Wendel), grande carrière déjà derrière lui (il est né en 1904) avait été zélé fervent de la colonisation

- fait 1956 grande enquête en Afrique noire ⇒ volte-face : révèle aux lecteurs les "dépenses démagogiques", les "hôpitaux déclamatoires", "notre coûteuse philanthropie"

- la France n'a pas intérêt à se sacrifier pour des pop. qui n'aspirent qu'à la mettre dehors

- Résumé : "N'eut-il pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso ?" & « Plutôt la Bretagne que le Dahomey » (plus tard, apocryphe de surcroît) "La Corrèze avant le Zambèze"
- Les PB n'ont pas à "subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo"
- les réactions au cartiérisme (toutes hostiles) :
 - * Droite conservatrice le condamne au nom de l' "abandon"
 - * MRP et FO aussi : manif. d'égoïsme national
 - * gauche aussi : "chauvinisme rageur"
 - * Africains aussi, bien sûr
 - * op. publique (semble-t-il) aussi : charité bien ordonnée commence par soi-même (10,7 M Français n'auront pas l'eau courante en 1960 !)
- Cartier fera en 1964 **un grand article contre l'aide française aux PSD** ⇒ fureur des gaullistes
- mort en 1975

3°) Les formes de la décolonisation

voir base

a) Les guerres d'indépendance

b) La décolonisation pacifique

c) Les formes complexes

4°) Problèmes des décolonisés

a) La recherche d'un modèle de société

voir base

b) La néocolonisation

□ limites à la décolo. politique :

- frontières héritées de la colo. ⇒ morcellement, ethnies éclatées
- métro. a souvent imposé ses hommes
- maintien de bases milit.
- Blancs AFS et Rhodésie
- prises de contrôle par d'anciennes colo. : Timor Oriental (Indo.), Sahara Occid. (Maroc)

□ poids exercé par ancienne métro. dans domaine éco. :

- multinat.
- zones monét.
- mais d'une manière générale, la perte des colonies n'a pas été une mauvaise affaire pour les métropoles ⇒ notion de "capital. intelligent"

- en Fr. en particulier (cf. thèse de J. Marseille, *Empire colo. et capitalisme fr. Histoire d'un divorce*, Albin Michel, 1984, 462 p.), l'apogée du sentiment colo. coïncide avec un moment où l'importance éco. de l'empire colo. pour la métro. a bcp décliné

□ poids dans migrations de main-d'œuvre :

- trav. immigrés maghrébins (Fr.), Indo-Pak. et Jamaïcains (GB)
- "fuite des cerveaux"

□ poids dans domaine cult. :

- langue du colo.
- présence des coopérants
- "produits" cult. (livres, disques, films, etc.)
- classes dirig. ayant fait leurs études en Europe ⇒ valeurs, mode de vie

□ la disparition des dominations colo. a favorisé pénétration des EU, du Japon, de la RFA sur des marchés jadis réservés à la vieille puissance colo.

□ évolut. éco. des rapports avec pays pauvres :

..... industrialisation

⇒ déclin rôle de débouché pour produits de consommation courante
⇒ clientèle pour biens d'équipement (machines-outils, usines clés en main, etc.)
⇒ spécialisation dans ind. de main-d'œuvre

c) Le décollage économique

voir base

d) Nouvelle stratification sociale et potentialités révolutionnaires

voir base

5°) Le cas français de la décolonisation pacifique des pays africains et malgache
N.B. : Possible de faire un § sur Guerre d'Indo. (cours Asie or.) et un sur Guerre d'Algérie

a) Sous la IVe République

□ les comptoirs de l'Inde :

- deviennent 27 octobre 1946 un territ. d'outre-mer à statut particulier, avec un député et deux conseillers de la République
- mais, devenue indép. le 15 août 1947, l'Inde demande aussitôt le retour des comptoirs
- France rétrocède à ce moment les loges (petites concessions dans qq villes)
- refus pour les comptoirs du min. soc. Marius Moutet, mais min. des AÉ Georges Bidault fait prévaloir la négociation ⇒

- France s'engage 28 juin 1948 à restituer les comptoirs par la procédure d'un réf. dans chacun d'entre eux

- Chandernagor vote août 1949 ⇒ Fr. s'engage au rattachement de Ch. en 1951

- mais Inde exige la cession pure et simple, désormais, ce à quoi la France se refuse

- 21 octobre 1954 les 4 comptoirs de l'Inde qui restaient sont cédés à la Rép. indienne

- un traité entérine la cession 28 mai 1956

- les Ét. fr., qui auraient pu constituer des plate-formes naturelles d'exp. culturelle et comm., furent liquidés ss compensation, au terme d'un combat retardateur imposé par l'incapacité des gouv. à tourner la page !

□ la rétrocession des concessions françaises de Chine :

- Kouang-Tchéou 18 août 1945

- concessions et droits spéciaux 28 février 1946

- chemin de fer du Yunnan 28 février 1946

- au gouv. nationaliste, donc, juste avant sa défaite

□ les Établissements fr. d'Océanie sont rebaptisés 1957 en Polynésie française

□ débuts de la décolo. à la fr. se manifestent surtout en Afrique noire :

- Causes : transf. Afrique centrale britannique, troubles Afrique du Nord, défaite Indoch., interv. ONU, succès RDA aux élections, victoire du Front républicain aux législatives métro. de 1956, indép. Maroc et Tunisie en 1956

- aussi, indépendance des états sous tutelle, Togo et Cameroun :

* au Togo, élargissement des attributions de l'ass. territ. (1955), puis proclamation de l'autonomie interne d'une République togolaise (30 août 1956). En sept. 1958, l'indépendance est promise pour 1960. Se fait 24 avril 1960 ss rattachement de la partie anglaise de l'ancien Togo allemand.

* au Cameroun, longue insurrection armée menée 1948>>> par l'Union des populations camerounaises (UPC). Seul cas dans l'Afrique noire fr. Autonomie en 1957. Indépendance promise en octobre 1958 pour 1960. Se fait 1er janvier 1960 avec rattachement du Sud de la partie britannique de l'ancien Cameroun allemand (Nord est rattaché au Nigeria).

- le gouv. Guy Mollet compte dans ses rangs, c. min. délégué, HB

- forme : "loi-cadre" présentée par Gaston Defferre, ministre de la France d'Outre-Mer, au parlement, qui l'approuve (23 juin 1956), malgré l'opposition d'une grande partie du RPF, des Indépendants, et des poujadistes :

* Suffrage univ. et collège unique à tous territ. d'Afr. et Mad.

* extension de spouvoirs des ass. territ.

* s'engage à favoriser le progrès éco. et social

* Elle autorise le gouv. à mettre en œuvre des réformes, par voie de décrets

□ ceux-ci furent nombreux en 1956 & 1957 :

- création d'assemblées locales, de conseils de gouvernement ayant réellement pouvoir exécutif, bien que les Aff. étr. & la Défense restent du domaine de la France
- ⇒ rôle considérable dans marche à l'indépendance (1958 ou 1960)
- en 1957, lors des élections pour les ass. territ. d'AOF, qui eurent lieu au suffr. univ. total, le RDA obtint 234 sièges sur 474. Les IOM se transforment (janv. 1957) en une Convention africaine
- pendant la période 1956-1958, les syndicalistes rompent avec les centrale syndicales fr.
- ~~les Africains veulent aller + loin que la loi-cadre :~~
- ~~- indépendance totale sous la forme :~~
- de grands États (ex-AOF & AEF) = position de Senghor
- "balkanisation" (Houphouët-Boigny)
- Madagascar
- France déconsidérée ici aussi (déb. anglais, etc.)
- fondation fév. 1946 du MDRM (Mouv. démo. de la Rénovation malgache), qui obtient la majo. aux élections provinciales de janv. 1947
- vie politique intense, nbreuses manif. X Européens
- ~~l'insurrection malgache de mars 1947 :~~
- * éclate en nbreux points de Mad. dans nuit du 29 au 30 mars
- * le 1/6 de l'île tombe entre les mains des insurgés
- * contre-offensive fr. août 1947>>>
- * répression brutale (prisonniers jetés d'avion, etc.) >>> 1950 ⇒ traumatisme (cf. fête nat. seulement 1967>>>)
- * > 11 000 morts (certaines estimations sérieuses vont >>> 90 000 !)

b) La Communauté

- car. fondamentaux et initiaux :
- organisation de la Communauté, surtout en pensant aux pays africains et malgache
- préparation de la Communauté par un grand voyage de De Gaulle en Afrique à l'été 1958
- ~~de Gaulle associe largement les élus africains à l'élaboration du projet de Constitution de la Ve République.~~ Ds son gouv. investi 1er juin 1958, il fit de Félix Houphouët-Boigny (min. ss interruption depuis janv. 1956) un min. d'État. Celui-ci intervint dans ttes les étapes du travail constituant. D'autres élus africains (Senghor, Lamine Gueye, Gabriel Lisette et Philibert Tsiranana) furent membres du Comité consultatif constitutionnel
- Communauté proposée avec référendum constitut. sept. 1958 (soumis aux métro. & aux colo.)
- ∴
- Si NON ⇒ indép. immédiate. Seul cas : Guinée de Sekou Touré (95 % de NON), qui envisageait d'ailleurs une indép. avec liens gardés avec la France, ce que de Gaulle refusera toujours ⇒ mise en 40ne !

- partout ailleurs, pourcentage de OUI > 90 % (sauf Niger, 78 %, comme en métro. !)

□ nature de la Communauté :

- copiée / Commonwealth, mais - d'autonomie

- les mots :

* réclamation du "fédéralisme" par leaders africains depuis 1957

* mais terme de "communauté" (proposé par le malgache Philibert Tsiranana) adopté pour ne pas avoir à choisir entre ceux de "fédération" & "confédération"

- les états s'administrent librement (= l' "indépendance interne", dans l'esprit de la loi-cadre de 1956), en dehors du domaine de compétence de la Communauté, i.e. politique étrangère, défense, monnaie, politique éco. et fin., enseignement sup., etc.

- rôle majeur au président de la Communauté, i.e. pr. de la RF

□ cas des territoires d'Outre-Mer qui veulent le rester :

- dans les 4 mois suivant la promulgation de la Constitution, les ass. territ. de tous les "terr. d'OM" (au sens large : seuls ne sont pas concernés les départements d'OM) doivent se prononcer entre 3 statuts :

- devenir membre de la Communauté (presque tous le choisirent)

- devenir DOM (aucun)

- devenir TOM (*stricto sensu*) : Côte fr. des Somalis, Nlle-Calédonie, Polynésie fr., StPierre et Miquelon, soit 4 territ., auxquels s'ajouteront par la suite les TAAF et les îles Wallis et Futuna (qui avaient un autre statut, comme les Comores, qui proclameront unilatéralement leur indép. en 1975, reconnue par France en 1978, sauf pour Mayotte). Côte fr. des Somalis (nom changé entre-temps en Territ. fr. des Afars et des Issas) indép. 1977 sous nom de Rép. de Djibouti. StPierre-et-Miquelon devenu un DOM.

□ l'équivoque fondamentale :

- comparaison très facile avec autres pays africains devenant totalement indép. → dès 1959 la Communauté est remise en question

- désir d'indépendance, avec réclamation (et obtention) très rapide d'une représentation diplomatique propre, de drapeaux → la Communauté n'a jamais été une vraie fédération

- d'ailleurs, beaucoup de OUI de sept. 1958 avaient été des "oui, mais" !

- en conséquence :

□ en 1960, tous les pays de la Communauté obtiennent leur indép. avec maintien d'accords de "coopération", tous bilatéraux

- en même temps, Togo & Cameroun (ancien mandats dev. territ. "sous tutelle") deviennent indép. (1er : C. le 1er janv. 1960). Voir + haut.

- admission de tous à l'ONU (dernier : Mauritanie)

⇒ la Communauté n'est plus qu'un cadre juridique vide

□ officiellement, on parle de "Communauté renouvelée" ou "contractuelle" (!)

- mais seuls 6 pays y adhèrent formellement (Mad., Sénégal, Congo, Gabon, Centra., Tchad)

- et elle ne fut jamais organisée en fait !

□ conséquences :

- disparition officielle discrète de toutes les institutions de la Communauté en 1960 & 1961

- lamentations des nostalgiques de l'Union française. Ex. : Max¹ Lejeune : la C. paraît "se défaire au fur et à mesure de son élaboration" (!)

- indirectement : balkanisation (par disparition de l'AOF et de l'AEF) ⇒ frontières = front. colo. (c. pour autres pays). Mais le Nigeria britannique, qui était une fédé., donne naissance à un seul état indép.

□ des dirigeants politiques de 1960 ne devaient rester longtemps au pouvoir que Senghor (a cédé pouvoir 1981), Ahmadou Ahidjo au Cameroun (idem 1982), Sekou Toure (mort 1984) & Houphouët-Boigny (mort 1993)

c) La Coopération

- terme officiel, révélateur

- de Gaulle a en fait vite préféré une politique :

* intégrant la politique africaine dans le "domaine réservé" (cf. rôle de Jacques Foccart, SG pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches

* intégrant la politique africaine dans une perspective "mondialiste"

- déf. : ...

- tisse un réseau très dense de relations personnelles à travers l'Afrique. J.Foccart a révélé qq années avant sa mort que nbre quotidien de passages de min. afric. à Paris était de 8 sous la Rép. gaullienne !

- zone franc, avec un Franc CFA (= désormais F de la Communauté financière africaine)

- suscite parfois des réactions hostiles (néo-cartiérisme, ou encore les paysans lors des manif. de 1961, qui réclament d' "être traités aussi bien que les Noirs" !, ou chansonnier Maurice Horgues, dans *Le Crapouillot*, revue d'extr.-dr. : "l'autre jour, un gars qui venait livrer le charbon est sorti de l'Élysée avec 50 millions"

d) Décolonisation politique, mais "néo-colonialisme" économique ?

- les éco. colo. sont restées de fait liées à celle de la Fr., à l'exception, notable, de l'Indochine

- la balk. profite à la France, malgré les organismes éco. et fin. internat. (Organisation afric. et malg. de coopération éco. 1961, Union afric. et malg. 1961)

- en tant qu'État (la "Coopération"), les accords s'étant étendus à des pays ayant été colonisés par d'autres que la France (Zaire, Burundi, Ruanda). Avec un nouvel accès de cartiérisme 1964>>> ("L'aide aux pays sous-développés compromet la France de l'an 2000", passager, car l'opinion resta toujours très attachée à la Coopération (cf. sondages).

¹ J'insiste sur le prénom. Le patronyme est très répandu.

- en tant que puissance capit. (grand rôle des comp. de navigat. fr., invest., notamment au Gabon, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire)
- ⇒ argument de l'espace maritime (11 M km²), qui fait de la France une grde puissance océanique
- sur le long terme, aucun "modèle de développement" (cf. cas de la Côte d'Ivoire)
- grdes diff. éco. de certains DOM-TOM, mais richesse relative d'autres : la Polynésie a un revenu moyen par habitant > celui de la Nouvelle-Zélande

III. QUELQUES PROBLÉMATIQUES RÉCENTES1°) L'historiographie "révisionniste" (D.L.) quant aux causes du sous-développement

Cf. qq historiens comme Jacques Marseille, les éditions Economica, la Fondation Liberté sans Frontières (scission de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières), et un "manuel" (1987), *Tiers mondes, controverses et réalités*, dirigé par Sylvie Brunel, publié par les 2 précédents (519 p.)

S'appuie sur constatation que "ce n'est pas mieux qu'avant" et dénonce la "ringardise" de l'idéologie tiers-mondiste.

a) La responsabilité de la colonisation

□ sur le long terme :

des pays qui n'ont jamais été colonisés sont pourtant SD (Chine, Turquie, Thaïlande, etc.) : argument facile à réfuter

d'anciennes colo. (EU, **Canada, Australie, NZ...**) **sont devenues des pays dév.**

□ l' intérêt éco. de la colo. :

Souvent absence de dessein colo. explicite

pays europ. déjà dév. avant colo. : la RI brit. ne doit rien à l' empire colo.

des pays déjà en déclin avant colo. : cf. Chine

colo. coûteuse, cf. les "contraintes de souveraineté" de J.Marseille, qui ajoute que les produits que la France métrop. importait de la zone franc dans années 50 étaient payés dans plupart des cas à des prix > cours mondiaux.

D'après J.M., les colo. ont plutôt constitué une entrave au dév. du capitalisme français. Ce qui expliquerait en partie que la France ait connu la + forte expansion éco. de son histoire dans années qui ont suivi la décolo., c. d'ailleurs cela avait été constaté pour les PB après la perte des Indes néerlandaises

b) Les rôles respectifs de la géographie physique et des facteurs humains

□ déterminisme physique depuis longtemps critiqué (cf. **ouvrages de Pierre Gourou**). **TM ≠ pays tropicaux**

□ les historiens contemp. ajoutent que la chaleur est un atout

□ critique de l'*a priori* de la nécessité de facteurs préalables au "décollage", comme la nécessité de la présence d'une classe moyenne

□ mais reconnaissance de l'importance de l'absence ou de la rareté des économistes, des scientifiques

2°) L'historiographie "révisionniste" (D.L.) dans le domaine des bilansa) Le hiatus entre pays développés et PSD

- Il y a plusieurs Tiers Mondes (et les nouveaux programmes de Term. ont une rubrique les TM), cf. :
 - évolution du Japon
 - notions de Nouveaux Pays Industrialisés (NPI), pays prenant le relai du Brésil et du Mexique (industrial. à fin XIXe siècle), de l'AFS (id. entre-deux-guerres), de PMA et de "pays-ateliers";
 - pays pétroliers
 - "Quart Monde"
- L'institut. et l'internat. maintiennent "artificiellement" la "fiction" de l'unité. La Crise a accru les différences.
- Difficile de quantifier avec les PNB : les pays d'Europe de l'Est ont un PNB < celui de nbreux PSD, Espagne et Irlande un PNB = à bcp

b) Le bilan démographique

- la croissance démographique est un effet de la baisse de la mortalité (= "transition démographique", phénomène universel). Aujourd'hui, tx mortalité est le même dans pays dév. & SD (10 p.m.). Fort recul tx mortalité infantile.
- dans PSD, baisse de la fécondité et de la natalité : X littérature apocalyptique des années 60 sur l' "explosion démo.", ignorant que les théories malthusiennes avaient cessé d'être vraies à l'époque même où elles étaient conçues. L'évolution des populations modernes n'obéit dc nullement aux règles de la croissance exponentielle.

c) Le bilan économique

- l'objectif de l'industrialisation a souvent conduit :
 - à un protectionnisme faisant se développer l'ind. dans contexte complètement artificiel.
 - à sacrifier l'agriculture : régression de celle-ci dans de nombreux pays ⇒ auto-suffisance alimentaire pas atteinte dans nbreux cas
 - en voulant imiter le modèle des pays dév., à appliquer mécaniquement l'effet "d'entraînement" des "industries industrialisantes" (autrefois !) dans pays industriels
 - à croire aux "rentes de situation" cf. pétrole années 70
- part prépondérante des NPI dans exportations de produits manufacturés du TM
- remise en cause de la "dégradation des termes de l'échange"

3°) L'historiographie "révisionniste" (D.L.) quant aux perspectives

a) La coopération internationale

- l'aide au développement est nécessaire, mais... dangereuse :
 - elle développe toute une partie improductive de la société

- elle est une prime aux États incapables de mettre sur pied une politique éco. efficace ! (de même qu'elle soulage la mauvaise conscience des pays ind.)

□ l'aide alimentaire rend inutile les politiques agricoles !, et elle "désincite" les paysans à produire. De toutes façons, malnutrition souvent, famine rarement ! (la grde majo. des famines récentes sont d'origine politique, y compris les politiques financières). J'ajoute : autres causes (*cf.* mauvaises récoltes céréalières de 1987-1989) = sécheresse dans pays dév. (ex. : EU, Canada), dans PSD aussi (*cf.* fleuve Niger, Nil), gabegie pays socialistes, criquets Afrique, etc.

b) Les perspectives politiques

□ la démocratie n'est pas un préalable au développement, puisqu'en Europe la démo. a *suivi* le dév. Il ne faut pas confondre, de toutes façons, autoritarisme et dirigisme économique, et la forme du gouvernement ne préjuge pas de sa capacité à réussir économiquement

□ satisfaction devant le recul des idéologies, et adéquation avec le "trop d'État" dans les pays occidentaux

4°) Sur l'indépendance et la décolonisation (plus généralement)

□ affinement de la chronologie :

- les quatre phases classiquement distinguées (*cf.* début du II) mettent surtout l'accent sur les coïncidences de dates d'indépendance

- on peut aller + loin en mettant l'accent sur les grands phénomènes de modalités et surtout en replaçant la décolo. dans cadre des relations internationales ⇒ 5 phases

- la mise en place (>>> 1939). 1ers mouvements nat., 14 Points de Wilson, SDN, India Act, etc.

- les luttes anti-coloniales (>>> 1954). De la Charte de l'Atlantique à DBP

- le modèle non-aligné (Bandoung - 1967)

- la fin des modèles (>>> 1979). Guerre des 6 Jours, invasion de la Tchecosl., Guerre du Biafra, guerre civile Angola, khmers rouges, etc.

- les crises (1979 >>>). Depuis l'invasion vietnamienne du Cambodge, et celle de l'Afghanistan

□ des cas aberrants, comme celui de l'Afrique du Sud, qui elle aussi proclame son indép. en 1960 : c'est une décolo. d'AR, une indép. de colons. Ou comme Algérie, à cause du poids des Pieds-Noirs

□ Les indépendances 1945 >>> ont été + voulues par les métropoles, ou tout au moins par une partie influente de leurs "élites" politiques et éco.

- Motifs :

* Se libérer des responsabilités et du coût de la lutte X rébellions qui se multipliaient et allaient mettre les métropoles entêtées au ban des nations libres

* Echapper à la responsabilité et au coût d'une véritable modernisation des possessions colo., d'autant + que la négociation des indép. rendait possible le maintien des principaux intérêts des ex-méto. (coopération)

⇒ bien distinguer "décolo." et " indép." (l' indép. officielle ne signifie pas complètement décolo.)

5°) Nouvelles questions, inversion des perspectives ?

□ une vaste crise politique :

- tous les éléments lus dans la base ⇒ la décolo. n'a pas été la libération que tout le monde attendait, mais multiplication des régimes dictatoriaux, voire ubuesques, multiplication des affrontements tribaux
 - un syst. politique inadapté et hérité tout autant de la décolo. que de l'ère impérialiste?. L'implosion a gagné les États qui paraissaient les + solides (Liban, Libéria, etc.)

- ruine des idéaux supranationaux (surtout l'idéal panafricaniste, cf. l'OUA, mais aussi Ligue arabe, antérieure), qui a été le fait des nouveaux dirigeants ⇒ intangibilité des frontières colo. devenue un dogme et le modèle national s'est imposé, dans le TM comme ailleurs

□ ⇒ leçon : victoire de la longue durée :

- les données de celle-ci avaient été simplement voilées dans années 50 & 60 par un discours dominant qui privilégiait les luttes anti-impérialistes et le développement, tout en reprenant à l'Occident l'essentiel de ses recettes

- Faillite de trois mirages, qui dissimulaient l'emprunt de ces recettes :

* les masses paysannes (= force immense) : il n'est pas évident qu'elles aient jamais été autre chose qu'un outil entre les mains d'une élite acculturée et occidentalisée

* le pouvoir est au bout des fusils : la multiplication des guerres de libé. n'a fait que hâter la fin des grandes utopies

* la campagne mondiale doit encercler la ville mondiale : le phénomène urbain est aujourd'hui porteur des vraies révolutions

- Le "non-alignement" lui-même témoigne d'ailleurs de cette ambiguïté : il était aussi un moyen de rompre avec les anciennes puissances colo. sans remettre radicalement en question leur modèle

- **La typologie des régimes politiques permet de retrouver... les grdes aires géo-politiques !**

- la crise des nouveaux États est une crise générale :

* crise des idéologies, des modèles de développement, de l'État...

* difficulté des relèves de générations, les "libérateurs" (Houphouët, Bourguiba, etc.) laissant derrière eux un vide politique terrible et une très grave situation éco.

- crise générale, cependant restent opératoires :

* la chaîne des causalités impérialisme europ. ⇒ destructuration + acculturation ⇒ récupération des modèles ⇒ indép.

* la typologie indép. octroyée sur le modèle brit. / indép. acquise sur le modèle français